Martial LIBERA, *Diplomatie patronale aux frontières. Les relations des chambres de commerce frontalières avec leurs homologues allemandes (1945-milieu des années 1980)*

Genève, Droz, 2020

Michel Hau

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/2328>

DOI : 10.4000/allemande.2328

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2020

Pagination : 254-255

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Michel Hau, « Martial LIBERA, *Diplomatie patronale aux frontières. Les relations des chambres de commerce frontalières avec leurs homologues allemandes (1945-milieu des années 1980)* », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 52-1 | 2020, mis en ligne le 06 juillet 2020, consulté le 20 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/2328> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.2328>

Martial LIBERA, *Diplomatie patronale aux frontières. Les relations des chambres de commerce frontalières avec leurs homologues allemandes (1945-milieu des années 1980)*, Genève, Droz, 2020, 472 p.

L'ouvrage de Martial Libera ouvre l'histoire des relations internationales à l'étude d'autres acteurs que les diplomates. L'objet de la recherche est constitué par les chambres de commerce situées de part et d'autre de la frontière franco-allemande. L'enquête porte sur une période d'une quarantaine d'années après la Seconde Guerre mondiale. Son périmètre géographique englobe l'Alsace, la Lorraine, le Bade-Wurtemberg, la Rhénanie-Palatinat et la Sarre. Entretenant entre elles des relations de voisinage, les chambres de commerce de ces territoires sont des acteurs de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la diplomatie privée. Elles sont des artisans d'une construction de l'Europe «par le bas».

Martial Libera s'appuie sur un éventail de sources étendu, celui de onze chambres de commerce: quatre du côté français et sept du côté allemand. Ces archives ont été conservées de façon inégale, mais les recoupements avec les archives les mieux conservées, celles de Metz et de Strasbourg, ainsi qu'avec les archives provenant des administrations publiques ont permis de combler les lacunes de la documentation.

Conçu selon un plan chronologique distinguant «le long après-guerre» (1945-1950), «l'heure de l'Europe» (1950-1973) et «la tourmente» (1973-milieu des années 1980), il éclaire l'aspect économique, trop peu étudié jusqu'à présent, des relations franco-allemandes. De nombreuses questions sont ainsi évoquées. Le statut du port de Kehl, d'abord: la chambre de commerce de Strasbourg compte profiter de la défaite allemande pour mettre un terme à sa concurrence en le rattachant au port autonome de Strasbourg; mais les réalités de la politique internationale ne tarderont pas à s'imposer et, après un bref épisode de gestion paritaire franco-allemande, le port de Kehl retrouve son indépendance en 1953. En ce qui concerne le statut de la Sarre, les chambres de commerce d'Alsace et de Moselle sont opposées à son rattachement à la France, car elles redoutent des distorsions de concurrence dans le domaine industriel. Pour la même raison, elles s'opposent au plan Schuman de création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Elles soulignent l'inégalité des charges sociales et fiscales entre les entreprises françaises et les entreprises allemandes. La chambre de commerce de Moselle tentera en vain, par des prises de position clairement affirmées, de faire battre Robert Schuman aux législatives de 1951. Les oppositions entre chambres de commerce peuvent transcender les frontières nationales: le projet de canalisation de la Moselle est appuyé par les chambres de commerce de la Moselle, de Trèves et de Coblenze, mais combattu par la chambre de commerce de Strasbourg qui lancera sans succès un contre-projet de canal Metz-Strasbourg.

Martial Libera décrypte quelques divergences culturelles: au lendemain de la guerre, les rancœurs et les méfiances des Alsaciens-Mosellans à l'égard de leurs partenaires allemands mettent du temps à se dissiper; par la suite, les rencontres entre les chambres de commerce françaises et allemandes font apparaître des différences dans les méthodes de travail: les Allemands fixent tout par écrit et répugnent aux changements de dernière minute, alors que les Français règlent beaucoup de problèmes par oral et demandent une gestion plus flexible des calendriers.

D'intéressants développements sont consacrés aux divergences d'attitude qui se manifestent entre les chambres de commerce françaises et leurs homologues allemandes face à l'Europe communautaire. Les chambres de commerce allemandes craignent que la CEE n'adopte les tendances dirigistes des Français. Les chambres de commerce françaises veulent que les progrès dans l'harmonisation des charges

fiscales et sociales précèdent les progrès dans le désarmement douanier, mais, pour les chambres de commerce allemandes, tout pas vers une harmonisation en direction d'un système de prélèvement à la française nuirait à la compétitivité des entreprises allemandes. Des divergences fondamentales se manifestent aussi sur le niveau souhaitable du tarif extérieur commun : les chambres de commerce françaises le veulent supérieur à la moyenne arithmétique des tarifs nationaux ; à l'inverse, les chambres de commerce allemandes veulent qu'il reste le plus près de ceux, beaucoup plus bas, qui ont cours en Allemagne. Les chambres de commerce allemandes sont hostiles à l'intégration des territoires d'outre-mer dans la CEE, souhaitée au contraire par les chambres de commerce d'Alsace et de Moselle. Les chambres de commerce allemandes accueillent avec faveur le projet britannique de zone de libre-échange alors que les chambres de commerce françaises y sont fermement opposées. Les chambres de commerce allemandes veulent une Europe élargie et ouverte sur le monde, les chambres de commerce françaises la veulent protégée et limitée aux six pays fondateurs, avec un prolongement africain.

L'ouverture progressive des frontières rapproche les économies frontalières en même temps qu'elle les met en concurrence. Les différentiels d'attractivité et de développement tournent après 1950 à l'avantage des Länder allemands. Le travail frontalier se développe vers l'Allemagne tandis que les implantations industrielles allemandes se multiplient en Alsace-Moselle. Mais, des deux côtés de la frontière, les chefs d'entreprise entendent bien tirer parti d'une situation qui fait passer leurs territoires d'un statut de régions périphériques à un statut de régions du cœur de l'Europe. Elles participent activement à la mise en place de structures de coopération transfrontalière : la Regio (qui réunit Bâle, Bade-Sud et Haut-Rhin) et la Communauté d'intérêt Moyenne-Alsace-Brigau. Au nord de l'Alsace, les chambres de commerce de Strasbourg et Karlsruhe coopèrent à partir de 1969 pour un projet d'aéroport commun à Roeschwoog qui échoue devant l'opposition des communes concernées. À partir des années 1970, le paysage institutionnel de la coopération transfrontalière change de nature : les administrations gouvernementales renforcent leur autorité en mettant en place, par le traité de Bonn du 3 novembre 1975, une commission intergouvernementale compétente pour le Rhin supérieur et le Sud-Palatinat ainsi que deux comités régionaux où les chambres de commerce sont appelées seulement à participer à certains groupes de travail. Mais cela ne les empêche pas, à partir des années 1980, de prendre des initiatives (bourses de résidus industriels de production, forums de transferts de technologie).

Le problème fondamental qui sous-tend toute cette histoire et aurait pu être davantage développé par l'auteur est celui de l'inégalité des charges sociales et fiscales entre les firmes françaises et allemandes. Les secondes disposent, tout au long de la période étudiée, de marges d'autofinancement supérieures. C'est leur plus grande puissance financière qui leur permet d'améliorer la formation professionnelle de leurs personnels, de faire monter en gamme leurs productions et de développer leur présence dans le monde entier. Cette dissymétrie place les firmes françaises situées dans les zones frontalières dans une posture défensive.

Michel Hau